

# COMPTE RENDU DES UTOPIADES 2017

Université d'été du Mouvement Utopia

« **Communs, Communes, pour une  
société du Buen Vivir** »

*100% intervenantes !*

*Au domaine d'Agecroft,  
à Mandelieu-La Napoule*

*Du 28 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2017*

## Texte de résumé

**Succès de l'Université d'été ! Merci à vous !**

**Un énorme merci aux participant-es, aux intervenant-es, aux bénévoles, à votre bonne humeur et à vos sourires.**

Vous pouvez retrouver toutes les photos ici et bientôt une vidéo ! En attendant, vous pouvez consulter [le bilan d'activité 2016/2017](#) et [le bilan d'action de Utopia Monde](#).

Ce rendez-vous a été l'occasion pour les adhérents présents de classer les 4 lieux proposés pouvant accueillir la prochaine Université d'été en septembre 2018 (à noter dans l'agenda dès maintenant !).

Le Centre Patrick Varangot à Saint-Malo fera l'objet d'une visite dans les jours à venir afin que nous puissions vérifier sur place qu'il s'agit bien d'un site adapté à nos UE

# Relevé de décisions

(Compte Rendu complet ci-dessous)

## **Livre collectif sur la démocratie**

Après près de 10 heures de débats riches et animés, nous avons terminé 7 propositions et bien entamé la huitième. **Merci à tou·tes !**

La prochaine étape est un Conseil National exceptionnel (probablement en décembre) pour terminer la validation des dernières propositions.

## **Temps culturels**

=> **2 films que nous avons vus et que nous soutenons :**

« *Des lois et des hommes* » de Loïc Jourdain

« *Le maître est l'enfant* » de Alexandre Mourot

=> **Spectacle « (Bien)venus » de Céline Mainguy :**

**Un spectacle émouvant et juste sur la situation dans les centres de rétention. Centrée sur le ressenti des personnes (y compris du préfet), Céline nous a impressionné.es par son talent. Le Mouvement Utopia, suite à cette rencontre et l'échange qui a suivi après le spectacle va étudier les possibilités de collaboration avec le réseau « Théâtre Arc-en-ciel ».**

## **Ateliers**

### **Nature**

Objectifs livre sur l'éthique animale : tous les argumentaires seront développés (pas forcément rédigés) pour janvier 2018 en vue d'une rédaction à amender lors de l'UE 2018

### **Migrations**

Besoin de toutes les bonnes volontés pour en achever la rédaction d'ici la prochaine université d'été afin de publier l'ouvrage fin 2018 au plus tard !

### **Féminisme**

- 1/ Faire une réunion pour écrire l'argumentaire des amendements et une proposition de loi
- 2/ Inclure toutes les personnes intéressées dans le groupe de travail en vue de l'écriture du livre
- 3/ Rédiger une nouvelle proposition pour l'écriture épiscène des livres collectifs du Mouvement Utopia à proposer au Comité Edito

## **Culture de la Paix**

L'objectif est de rédiger la partie « idées reçues » pour le mois de mars 2018

### **Revenu de base**

- 1/ Réactualisation du framapad existant et intégration des personnes présentes à l'atelier ;
- 2/ Continuer d'enrichir la rédaction de la partie « idées reçues » qui sont plutôt des objections.
- 3/ Les quatre mouvements présents (MFRB, Revenu Citoyen, EELV et Utopia) mutualisent leurs arguments pour enrichir cette partie
- 4/ Nous verrons plus tard pour la partie proposition, après avoir finalisé celle sur les objections.

### **Souveraineté alimentaire**

Maïta et Jean Pierre rédigent les propositions sur le site officiel et informent les participants à l'atelier. Les propositions d'Utopia portent sur les prix justes, la santé, les circuits courts et le lobbying.

### **Éducation**

Réécriture de la proposition sur l'éducation pour le livre démocratie.

## **Pôles**

### **Stratégie / municipalisme**

Organiser des réunions pour créer un groupe de travail inter-organisation pour les municipales en 2020.

### **Education populaire**

### **Vie militante**

Envoi du compte-rendu à tout le groupe de travail "Vie militante", et invitation.

Nouvelle référente (Amélie Saou) pour le développement de l'idée "domaine d'action": organiser une première réunion téléphonique avec Jacky et Olivier.

Idée "redistribution responsabilités locales" : réunion téléphonique entre Olivier et Alex pour développer l'idée.

Idée "formation": réflexion pour développer cette idée à partir de janvier (animer par Sophie).

### **Utopia Monde**

Chantal

# PROGRAMME

## JEUDI 28 SEPTEMBRE

12h00- 14h00        *Déjeuner*

14h00-14h30        *Découverte du domaine et ouverture de l'Université d'été*

14h30 -19h30        **Débats - votes sur les amendements du Livre collectif « *Idées reçues sur la démocratie* » – « Propositions »**

19h30-20h30        *Dîner*

### SOIREE

20h30 -22h00        **Débats - Votes sur les amendements du Livre collectif “*Idées reçues sur la démocratie*” – “*Propositions*”**

22h00-Minuit **Projection-débat Avant Première « *Des Lois et des Hommes* » de Loïc Jourdain**

## **Débats - votes sur les amendements du Livre collectif « *Idées reçues sur la démocratie* » – « Propositions »**

Les propositions validées sont :

- Proposition 1 : Changer la citoyenneté grâce à une pédagogie active dans l'éducation
- Proposition 2 : Pour une politique culturelle émancipatrice, vers une reconnaissance des pratiques et des usages.
- Proposition 3 : Se réappropriier les médias
- Proposition 4 : Donner ou renforcer le rôle des organisations ou corps intermédiaires : partis politiques, ONG, associations, syndicats professionnels, communs.
- Proposition 5 : S'inspirer de la démarche démocratique inhérente à la construction d'un commun pour les autres processus démocratiques, en particulier locaux
- Proposition 6 : Réformer la démocratie des entreprises
- Proposition 7 : Promouvoir d'autres formes de démocratie que la démocratie électorale
- Proposition 8 : Donner un pouvoir direct aux citoyen·nes et refonder la démocratie institutionnelle aux différents échelons.

Nous mettrons ces textes en ligne dès que les animateur·trices auront terminé la mise en forme de toutes leurs notes.

Le travail restant porte sur :

- Proposition 8 : Donner un pouvoir direct aux citoyen·nes et refonder la démocratie institutionnelle aux différents échelons
- Proposition 9 : Pour une meilleure utilisation du référendum ainsi que l'idée reçue associée : Le référendum exprime la volonté populaire
- Proposition 10 : Une réforme radicale du parlement
- Proposition 11 : Pour une déprofessionnalisation de la vie politique et un véritable statut de l'élu.e
- Proposition 12 : Fin du régime présidentiel
- Proposition 13 : Pour une réforme constitutionnelle en profondeur

Ce n'est pas le plus facile, mais ce n'est pas le plus dur non plus :-)

# VENDREDI 29 SEPTEMBRE

## MATIN

9h00-9h30                    **Ouverture officielle de l'Université d'Eté**

9h30-11h30                Ateliers  
**Groupes de travail thématiques**

### Atelier 1 : Pilier Nature

*Animation : Séverine et Pierre*

*Présents :*

*Christian ARAUD (13), Céline FAIVRE (21), Iannis GIAKOUMOPOULOS (21), Geneviève BRICHET (69), Sophie NORTON (54), Yann OLLIVIER (69), Bogdan GIORA (Buca)*

#### **Mise en bouche...**

Faisant suite à la projection du film « Des lois et des hommes » traitant de la pêche artisanale, tour de paroles autour de la question suivante : peut-il exister une pêche et un élevage compatibles avec notre projet de Buen Vivir ?

#### **Sujets évoqués en rebond sur la question posée :**

- La pêche et la chasse artisanales marquent une différence avec l'élevage car il s'agit d'animaux avec lesquels ne sont pas entretenus des rapports de propriété ; il s'agit par ailleurs d'animaux n'ayant pas subi d'adaptation liée à la domestication ayant pu les rendre dépendant de l'humain (cf. le mouflon devenu mouton qui n'est plus en capacité de se défendre du loup) ; si consommer de cette viande « sauvage » pour ses besoins propres pourrait donc être compatible avec le Buen vivir (avec le souci de la préservation de la ressource) , il n'en est pas de même pour l'élevage (reste néanmoins posée la question de la violence de l'acte assumé et non délégué)
- L'élevage et la domestication permettent d'établir un lien de proximité avec l'animal. Peut-on envisager un élevage du Buen vivir respectant l'éthologie spécifique des espèces domestiquées et privilégiant la production (œufs, fromage) plutôt que la viande ?
- Spécisme et anti-spécisme, Utopia doit-il prendre position ? Consensus de l'atelier sur le constat que l'animal humain, responsable de l'anthropocène nous impose de dépasser la question du spécisme et de l'anti spécisme. La question politique de sa relation envers les autres animaux reste cependant centrale.
- Démographie : pour certains la question est prioritaire (être moins nombreux) pour d'autres elle est un alibi à l'inaction (impact dans le temps long des politiques natalistes)

incompatible avec l'urgence climatique qui apportera une réponse violente à la question).  
Absence de consensus sur le sujet

**Livre IR** : Rappel de l'atelier 2016

Projet de titre « Chair et éthique animale » (consensus pour changer)

Etat d'avancement du livre : une IR rédigée non amendée, et 8 IR « en cours »

Relecture des IR et incitation à participer à la rédaction.

Objectifs : tous les argumentaires seront développés (non rédigés) pour janvier 2018 en vue d'une rédaction à amender lors de l'UE 2018 (soyons ambitieux-ses !)

**Livre « ETHIQUE ET CHAIR ANIMALE » (titre prov.)**

**Chronologie provisoire... regroupements d'IR possibles**

**Définitions au début** : Végan, Flexitarien, Végétarien, Spécisme,...

**Mettre des recettes simples à la fin du livre**

<b>IDEES RECUES</b>		
<b>Nourriture et culture</b>		
1 – la viande c'est bon pour la santé	Solenne	Séverine
2 – ne plus manger de viande c'est détruire une culture culinaire	Séverine	Iannis
3 – être végétarien ou vegan c'est se marginaliser	Geneviève	Christian
4 – l'homme a toujours été chasseur	Anthony	Iannis
<b>Climat</b>		
5 – mieux vaut manger de la viande que rouler en 4x4	Pierre	Bogdan
<b>Ethique</b>		
6 – tuer un moustique ce n'est pas tuer un cochon	Anthony	Sophie
7 – et pourquoi pas le cri de la carotte tant qu'on y est	Anthony	Céline
<b>Elevage</b>		
8 – la consommation de produits bio ne porte pas atteinte à la condition animale	Emilien	Rédigé non amendé
9 – arrêter l'élevage c'est avoir un paysage sans vie / porter atteinte à la biodiversité	Anthony Pierre	Yann

<b>PROPOSITIONS</b>		
1 - Réduction de l'élevage et de la production/consommation de viande pour limiter drastiquement les émissions de GES associées. Mise en place d'une véritable information des consommateurs vantant les bénéfices du végétarisme (éthique, climat, santé)		
2 - Arrêt complet de l'élevage pour les poissons et fin de la pêche industrielle ; soutien à la pêche vivrière artisanale respectueuse des ressources.		
3 - Refus de la délégation de la violence aux éleveurs, aux transporteurs et aux employés des abattoirs : abattage professionnel à la ferme.		
4 - Fin de tout élevage de forme industrielle pour la production de viande ou pour		

<i>les produits d'origine animal (œufs, lait...)</i>		
<i>5 - Réduction de la taille des élevage, production en ferme paysanne tendant vers l'autonomie des intrants et prenant en compte l'avancée des études d'éthologie (comportement et mode de vie des animaux)</i>		

**Et autres QUESTIONS à développer en IR/propositions:**

Q : Sommes-nous pour la fin de l'élevage à destination spécifique de viande et/ou pour la fin de production de lait / fromage (et autres « sous-produits » : laine, poils, peau, cornes, miel etc. ?)

***Propositions :***

Partir des conditions naturelles de vie des animaux (éthologie) pour adapter notre production et consommation : dimensions de l'élevage (taille naturelle des troupeaux), quel niveau de prise en compte du bien-être animal, ... Dans cet objectif quel type d'élevage est acceptable ?

*Si nous voulons tendre vers une société végétarienne/végétalienne/vegane, quel type d'élevage (transitoire ?) proposons-nous ou quelle provenance acceptons-nous pour la viande : jeunes mâles ? (Veaux, agneaux, chevreaux), chasse de « régulation » ?,...*

## **Atelier 2 : Pilier Libre installation et circulation**

**Participants et personnes souhaitant participer à l'écriture** du livre idées reçues / propositions :

L'atelier a pris acte de la **liste des idées reçues en cours d'écriture** et de la nécessité d'achever leur rédaction pour la prochaine université d'été au plus tard :

Idée reçue 1 « La migration, c'est un phénomène nouveau, avant on était chacun chez soi, et c'était beaucoup mieux comme ça»

Idée reçue 2 « Entre les demandeurs/euses d'asile et les autres, on va être envahi-es ! »

Idée reçue 3 « Ils vont tous devenir français et diluer l'identité nationale !" »

Idée reçue 4 « Les migrations favorisent le terrorisme »

Idée reçue 5 « On ne peut pas accueillir toute la misère du monde ! »

Idée reçue 6 «La France n'a pas les moyens d'accueillir de nouveaux étrangers ; ça nous coûte cher !»

Idée reçue 7 «Et pourtant, on aide depuis toujours les pays les plus pauvres »

Idée reçue 8 « Une régularisation de tous les sans-papiers constituerait un "appel d'air" »

Idée reçue 9 "L'immigration clandestine prend le travail des nationaux"

Idée reçue 10 « Nous les traitons correctement, occupons-nous plutôt de nos SDF qui sont moins bien traités ! »

Idée reçue 11 " Les réfugiés climatiques, c'est un fantasme d'écolo "

Idée reçue 12 « Il serait plus juste de régulariser seulement ceux qui fuient les guerres ou bien seulement ceux qui travaillent »

Idée reçue 13 « Avec l'accueil des réfugié-es, et notamment des syrien-nes, l'Europe remplit largement son devoir»

Idée reçue 14 " On y est pour rien nous, dans leurs guerres !" »

Idée reçue 15 "Pour endiguer le flot de migrants, il suffit de renforcer les mesures policières"

L'atelier est parti de la **liste des propositions issue de la mise à jour des propositions figurant dans le livre sur les sans-papiers et du résultat des travaux de l'université d'été de l'an passé :**

Proposition n°1 Abroger le délit de solidarité

(UE 2016 : Promotion de la solidarité entre humains par l'éducation dès la petite enfance , et par une éducation concrète.)

Proposition n°2 Faciliter les migrations temporaires et les allers et retours avec le pays d'origine  
(UE 2016 : Portabilité des droits pour les étrangers ayant travaillé en France et ne pouvant pas percevoir leur retraite s'ils retournent dans leur pays. -même question pour les travailleurs saisonniers)

(Livre sans-papiers : un encouragement des migrations temporaires (études, bourses, échanges de savoirs...), dans la mesure où celles-ci s'inscrivent dans une logique d'allers-retours entre pays d'accueil et pays d'origine et où, par des incitations au retour dans les pays d'origine, elles favorisent leur développement et le retour des personnes qui souhaitent les regagner)

Proposition n°3 Sécuriser les parcours migratoires

(UE 2016 : Tout personne désirant faire une demande d'asile doit pouvoir venir en France en toute sécurité.)

Proposition n°4 Instaurer une citoyenneté universelle de résidence

(UE 2016 : Utopia se prononce pour une citoyenneté universelle de résidence. Le droit de vote aux élections locales acquis dès l'installation; après 5 ans de résidence pour les autres élections. Il perd son droit de vote dans son pays d'origine après cette durée de 5 ans. Est considéré comme résident toute personne habitant dans le pays plus de 5 mois dans l'année.)

(Livre sans-papiers : l'accès des migrants aux mêmes droits fondamentaux que ceux des citoyens nationaux ; la mise en place de formations spécifiques d'adaptation (enseignement linguistique, formations complémentaires) ainsi que des conditions d'une intégration à la vie de la cité, dont le droit de vote immédiat aux élections locales)

Proposition n°5 Garantir la liberté d'installation

(UE 2016 : Tout personne étrangère désirant s'installer en France doit être acceptée. Le refus d'installation étant un danger pour la sécurité intérieure . Ce refus devra être statué dans un délai de 6 mois; aucune rétention ne pourra durer plus de 10 jours sous contrôle du juge.)

(Livre sans-papiers : l'attribution automatique d'un statut sûr reposant sur le droit au séjour et à la satisfaction des besoins fondamentaux. Ce n'est en effet que sur la base d'un statut stable et de longue durée que les immigrés installés peuvent entreprendre des coopérations durables avec leur pays d'origine. La double nationalité pourra être accordée, après cinq ans de résidence, aux étrangers attestant d'une maîtrise minimum de la langue nationale, ouvrant ainsi le droit de vote à l'ensemble des élections ; enfin, la mise en place d'une politique de naturalisation plus généreuse ; l'abandon des restrictions au regroupement familial ; la possibilité pour l'ensemble des migrants arrivant en France de disposer, sur simple demande, d'une autorisation de séjour et de travail de longue durée (une seule espèce de titre de séjour, et renouvelable) ; la motivation systématique pour tout refus, qui ne pourra être justifié que par les risques avérés que ce migrant ferait courir à la nation ou aux personnes)

Proposition n°6 Donner mandat à la CEDH pour qu'elle vérifie le respect de la convention de 1948 et de la convention de Genève

(UE 2016 : Appliquer réellement la convention de 1948 (article 13) des droits de l'homme. Libre circulation des personnes. Les politiques -et législations- nationales doivent refléter les dispositions de la convention de 1948. Que la Cour internationale des droits de l'homme soit saisie si cette liberté de circulation et d'installation n'est pas appliquée. Suppression des visas.)

Proposition n°7 Réviser la diplomatie politique et économique de la France pour qu'elle devienne facteur de paix

(UE 2016 : Eviter d'attiser les conflits à l'extérieur et entre autres ne pas vendre d'armes à l'étranger. Et ne pas intervenir, de manière armée, à l'étranger.)

Proposition n°8 Passer de la pseudo aide humanitaire à un réel co-développement

(UE 2016 : Mettre en place des stratégies mixtes entre l'Union Européenne et les pays tiers, visant à fixer les populations.; co-développer à travers les savoirs et les connaissances.)

(Livre sans-papiers : un développement des échanges d'éducateurs, d'enseignants, d'artistes sur la base de projets bilatéraux, une reconnaissance réciproque des diplômes... ; des facilités accordées aux migrants issus des pays en développement pour effectuer des transferts de fonds. Les études montrent en effet que ces transferts constituent un mode privilégié de coopération avec leur pays d'origine, notamment pour les personnes moins qualifiées. Il s'agit donc de limiter les frais liés à ces transferts, de favoriser des transferts collectifs, via des associations porteuses de projets locaux, et d'inciter les immigrés, notamment par une fiscalité adaptée, à investir dans leur pays d'origine de manière coordonnée avec les besoins du pays ; un abondement public à destination de coopératives ou associations agréées, à hauteur des montants transférés par les migrants, pourra également renforcer ce mode de coopération. Les frais de sécurisation des transferts de fonds des migrants à leurs familles doivent enfin être réduits)

Proposition n°9 Assumer au niveau européen la responsabilité du contrôle des frontières

(UE 2016 : Refuser la politique d'externalisation aux frontières du pays d'accueil. Exemple: en Tunisie la police vérifie les visas des personnes en partance; c'est l'Union Européenne qui exige que la personne allant vers tel pays a bien son visa (et que le pays de départ le vérifie) -alors que c'est au pays d'accueil , à l'arrivée, de vérifier le visa)

Proposition n°10 Réviser la convention de Genève pour y inclure les réfugiés climatiques

(UE 2016 : Lorsque nous parlons de réfugiés, et listons les causes, n'oublions pas « climatiques » et « du fait de catastrophes ».)

Proposition n°11 Réformer la politique commerciale de l'UE et les accords bilatéraux

(Livre sans-papiers : le renoncement de l'Union européenne à ses aides à l'exportation de matières agricoles ou de produits entrant en concurrence avec la production locale des pays en développement, afin que les producteurs locaux puissent développer leur activité. L'UE devra favoriser le rééquilibrage des balances commerciales et aider à l'annulation des dettes ; la mise en place et le soutien par la communauté internationale d'une véritable souveraineté alimentaire permettant à chaque pays de protéger sa production interne)

Proposition n°12 Favoriser les échanges solidaires et projets communs entre individus et collectivités

(Livre sans-papiers : l'encouragement décisif pour les années à venir de partenariats entre les collectivités locales et les associations de solidarité internationales)

Proposition n°13 Régulariser tous les sans-papiers

(Livre sans-papiers : la régularisation de tous les sans-papiers actuellement sur le territoire français (dont beaucoup sont exploités du fait de leur absence de statut) ;

Proposition n°14 Abolir toute rétention administrative

(Livre sans-papiers : l'abolition de toute rétention administrative)

La discussion s'est centrée autour de la terminologie employée (1), d'argumentations à développer dans la partie idées reçues (2) et surtout de nouvelles propositions à inclure dans le livre (3).

#### ·1 **Terminologie**

Les migrations étant un processus plus qu'un état permanent, il serait mieux de parler de « personnes en situation de migration » plutôt que de « migrants ».

D'autre part, la distinction entre migration sous contrainte (politique, économique...), légitimes, et migration volontaire, illégitimes, qui peut paraître pertinente, aboutit à perpétuer le présupposé d'une nécessaire fermeture des frontières. Or, même si la question fait débat au sein d'Utopia, le manifeste a tranché en faveur de la libre-circulation et de la libre-installation, quel que soit le motif migratoire. Dans une partie introductive aux propositions, il pourra être utile de clarifier le positionnement d'Utopia sur cette question, et de préciser que si, à long terme, Utopia est favorable à l'ouverture des frontières, à court terme, nos propositions s'inscrivent dans le cadre existant, avec notamment des propositions distinctes pour les réfugiés et demandeurs d'asile.

#### ·2 **Arguments à développer dans la partie idées reçues**

Il existe chez une grande partie de la population la crainte d'assister à une très forte hausse des flux migratoires, à une « invasion » de personnes venues de l'étranger, à laquelle la France ne serait pas en mesure de faire face aux plans économique et culturel, si les critères de délivrance des visas et titres de séjour étaient assouplis. Cette crainte doit être adressée de manière directe dans la partie idées reçues, à la fois sur l'aspect risque de « grand remplacement » identitaire, et sur l'aspect économique (avons-nous les moyens de loger, scolariser, employer, tous les nouveaux venus ?).

#### ·3 **Nouvelles propositions à inclure dans le livre**

##### **a) Théorie / pratique**

Indépendamment du cadre législatif et réglementaire, les préfectures sont de plus en plus sévères dans la délivrance des titres de séjour. Il importe donc de veiller à l'application correcte du droit existant par les préfectures, faute de quoi l'asphyxie des tribunaux administratifs par le contentieux du droit au séjour se poursuivra (50% des affaires traitées par les tribunaux administratifs relèvent du droit des étrangers).

##### **b) « City card »**

Plusieurs villes dans le monde ont mis en œuvre une « city card » (carte municipale) délivrée aux migrants sans papiers comme aux résidents nationaux et étrangers légaux, afin de matérialiser les droits dont disposent tous les résidents de la commune, indépendamment de leur statut au regard du droit au séjour. A New-York, il s'agit d'une véritable « urban citizenship » (citoyenneté municipale).

Les villes françaises pourraient s'engager dans ce mouvement afin de sécuriser la vie quotidienne des migrants en leur reconnaissant officiellement un ensemble de droits.

##### **c) Accueil et vivre-ensemble**

On remarque que l'hostilité à l'égard des étrangers est moindre dans les zones où vivent effectivement des étrangers que dans les déserts migratoires où les discours de haine fleurissent

sur des fantasmes véhiculés par les médias. Toutefois, il faut reconnaître que le regroupement des primo-arrivants dans les quartiers les plus pauvres pose question. Il est donc indispensable d'inventer une vraie politique d'accueil favorisant le vivre-ensemble et la mixité dans nos villes. Cette politique pourra inclure des cours de français par exemple. Elle repose aussi sur la scolarisation des enfants qui, bien qu'obligatoire, est parfois difficilement mise en œuvre (voir le cas des enfants Roms des bidonvilles). S'agissant du reste, il nous faut l'imaginer !

#### **d) Droit de travailler**

L'interdiction de travailler faite aux migrants dépourvus de titre de séjour et aux demandeurs d'asile pendant les 9 premiers mois, constitue un handicap considérable pour l'intégration économique et sociale de ces personnes et de leur famille. Nous proposons donc d'accorder le droit de travailler à quiconque se déclare en préfecture à compter du lendemain de son arrivée en France.

#### **e) Contre l'immigration « choisie »**

L'immigration « choisie » promue par les néolibéraux consiste à sélectionner les migrants sur leur CV afin de trier les candidats à l'immigration en ne retenant que les plus éduqués d'entre eux. Cette politique est extrêmement néfaste pour les pays d'origine qui se vident ainsi de leur matière grise (« brain drain »). Le droit de quitter son pays et de s'installer ailleurs doit être reconnu pour tous.

Pour finir, il faudra préciser, dans la proposition n°5 sur la liberté d'installation, que la politique actuelle crée de la clandestinité car elle empêche les résidents étrangers de changer de statut (par exemple d'étudiant à salarié).

#### **Conclusion :**

Le sujet du livre idées reçues / propositions est d'une actualité brûlante. Nous avons besoin de toutes les bonnes volontés pour en achever la rédaction d'ici la prochaine université d'été afin de publier l'ouvrage fin 2018 au plus tard !

### **Atelier 3 : Pilier Accès aux droits -Revenu de base**

Animation : Eléna Ambühl (MFRB) et Denis Vicherat ( Utopia)

Nous étions environ 25 pour cet atelier. Presque tou.tes les participant.es ont laissé leur adresse mail pour continuer les discussions.

Nous avons commencé par un tour de table pour connaître les positions des chacun.e, notamment à la suite de la dernière séquence électorale qui pour la première fois a mis l'idée du revenu universel<sup>1</sup> dans un grand débat public.

#### ***Principales conclusions de ce tour de table:***

-Personne ne s'oppose au principe d'un RU, mais beaucoup de questionnements et d'interrogations sur son niveau, sa mise en œuvre, son périmètre, sa faisabilité...

-Les éléments de réponses donnés par les Mouvements type MFRB, Revenu Citoyen, EELV , Utopia, les auteurs de livres mériteraient d'être synthétisés et complétés.

- Beaucoup se posent la question de "Quel RU?" "Comment il s'articule avec les autres prestations?" "Comment on le finance?"...et la plupart des participant.es refuse la version dite libérale ( type Liber)

- Nous avons laissé un temps de parole un peu plus long aux organisations présentes qui portent une proposition de RU: MFRB, Revenu Citoyen, EELV , Utopia. Elles ne sont pas fondamentalement éloignées les unes des autres, ce qui devrait permettre de travailler ensemble, dans le respect de nos identités.

-Le problème du niveau du RU a été abordé. Il devra être "suffisant" et le situer au niveau du seuil de pauvreté en France semble avoir été acté.

- En revanche il n'y a pas de réel accord sur la méthode pour y arriver: doit-on le metre en oeuvre progressivement? Comment? En commençant par des catégories de population? Jeunes, chômeurs , personnes au RSA, agriculteurs... Ou doit-il rester ferme sur l'inconditionnalité et le coté universel? Cela doit faire l'objet de propositions et de débats.

- Les quelques lignes qui étaient dans le dossier et qui reprenaient la proposition validée lors d'un CN a Utopia a été acceptée:

*Le mouvement Utopia propose, pour aller vers une société du Buen Vivir, la mise en place d'un revenu versé sur une base strictement individuelle, sans contrôle de ressource ni aucune exigence de contrepartie. Ce revenu inconditionnel (non lié à un travail), émancipateur, ne pourrait remplacer, par sa mise en place, que les prestations auxquelles il se substituerait entièrement et sans désavantage et se situerait au minimum au niveau du seuil de pauvreté. Il s'agit finalement de défendre une vision élargie des biens et droits fondamentaux, sur lesquels pourrait enfin se bâtir une citoyenneté pleine et entière.*

La proposition de transition qui consisterait à donner immédiatement un RU du niveau du RSA actuel aux 18/25 ans, proposition portée par Utopia et les Jours heureux , a obtenu un large assentiment, avec suggestion de descendre à 16 ans. Mais si on veut vraiment la porter, il faudrait être plus précis sur son coût réel et son financement.

---

1

Nous l'appellerons dans cette note revenu universel (RU) même si certains lui préfère une autre appellation mais nous n'avoir pas souhaité rentrer dans ce débat sémantique qui risquait de prendre tout le temps de l'atelier.

Nous avons simplement présenté succinctement la proposition " *Pour un revenu de transition écologique* » de Dominique Bourg et Christian Arnspenger, mais faute de temps nous n'avons pas pu en débattre. A reporter ultérieurement

***En conclusion :***

- 1/ Nous réactualisons le framapad existant nous intégrons les personnes présentes à l'atelier ;
- 2/ Nous continuons d'enrichir la rédaction de la partie « idées reçues » qui sont plutôt des objections.
- 3/ Les quatre mouvements présents (MFRB, Revenu Citoyen, EELV et Utopia) mutualisent leurs arguments pour enrichir cette partie
- 4/ Nous verrons plus tard pour la partie proposition, après avoir finalisé celle sur les objections.

## **Atelier 4 : Féminisme**

**Participant·tes :** Solenne, Claire, François, Nadia, Francine, Sylvain, Camille, Christine, Ginette, Davy, Patricia

### **Proposition de loi sur l'allongement du congé paternité passage de 11-18 jours à 16-23 :**

#### **1/ Proposition de loi**

Allonger le congé "paternel" nous semble un premier pas mais insuffisant : Premièrement nous préférons parler de congé de "parentalité". Deuxièmement ce n'est pas cela qui va changer toute la société. Mais ++ pour porter ce projet de loi.

#### **2/ Livre idée reçue**

Nous avons rappelé le fonctionnement pour le livre. Nous prenons les mails de toutes celles et ceux qui souhaitent s'investir et nous renvoyons le lien. Plusieurs sujets ont été apportés et références données : sur l'histoire de l'instrumentalisation du corps des femmes et la médecine patriarcale aujourd'hui (une proposition par exemple de renommer les parties intimes de la femme uniquement par des noms de femmes, car portent des noms de médecins hommes) ; sur la culture du viol (et la production audiovisuelle et artistique qui l'entretient) Cf Mirion Malle Commando Culotte.

Nous rappelons que volontairement deux sujets ne sont pas pour le moment dans le livre => la question de la prostitution et de l'islamophobie / du rapport aux religions. Ces sujets sont à creuser à part car trop de clivages qui peuvent bloquer l'avancement du livre.

Livre référence : "*Histoire de la misogynie*" de Adeline Gargan

#### **3/ Écriture des livres en langage épïcène**

Nous sommes revenus sur la proposition écrite par certain-e-s pour faire valider l'écriture en langage épïcène des livres collectifs du Mouvement. Plusieurs références y sont associées = le livre de Davy Borde (publié aux Editions Utopia), les règles proposées par le Haut Conseil à l'Egalité..

Dans une volonté d'aller vers l'universalisme et d'aller au maximum vers un langage épïcène neutre nous proposons : en premier lieu d'utiliser le point médian, en 2e de privilégier les formes neutres et de privilégier des formes féminines si le cas si prôte et si les autres solutions ne sont pas possibles ou ne vont pas au contexte.

Nous faisons une nouvelle proposition plus "arrêtée", après partage sur la liste du groupe "féminisme" au Comité Edito et une petite équipe "corrigerà" le livre démocratie en cours selon les règles approuvées.

## **Atelier 5 : Culture de la paix**

L'atelier s'est organisé en trois temps

- Tour de table des participants orienté sur la question de l'intérêt de chacun pour la culture de la paix
- Organisation en sous-atelier pour travailler sur des idées reçues et les propositions attenantes
- Restitution des sous-ateliers au groupe et échanges

Liste des participants

- Janine Kotromanovic
- Marie-Françoise Gazet
- Munir Moubarak
- Mauricette Bejoin
- Robert Sublet
- Yves Gilois
- Rejane Gauget
- Huguette Emile

Animateurs

- Sonia Fernandez-Lauro('s)
- Miguel Nunez
- Laurent Caesar
- Karine Porte

### **Tour de table**

- Janine Kotromanovic

Déjà engagée dans le travail de l'atelier, Janine envoie régulièrement des contributions. Elle est favorable à la liste des Idées Reçues présentées et propose de transmettre une synthèse du travail de John Galtung sur la base de la traduction d'articles qu'elle a déjà faite

- Marie-Françoise Gazet

Marie-Françoise est engagée sur la question de l'éducation à la non-violence. Elle accompagne des scolaires à l'introduction à l'idée d'humanisme

- Munir Moubarak, acteur social

*Point de vue* : comment l'homme se voit lui-même : il se vit dans la compétition et le pouvoir ; la culture de la paix, c'est tout le contraire. La question de la paix est primordiale

- Mauricette Bejoin

Née pour la paix ; la paix est la condition de la liberté

- Robert Sublet

Il a étudié les sciences économiques ; il propose la lecture du Contrat social (Rousseau)

*Point de vue* : la méchanceté vient de l'éducation

- Yves Gilois

« J'ai été dans le combat toute ma vie , jamais en paix » , membre de l'AFPS (Association France Palestine Solidarité)

*Point de vue* : La guerre, c'est un business énorme. Dans la guerre, on ne détruit pas les multinationales

- Rejane Gauget

« J'héberge un algérien depuis 6mois et je fais attention à mon langage » = une façon de parler de ce que contient nos inconscients collectifs sur ces questions

- Huguette Emile

« La violence m'agresse »

- Miguel Nunez

La seule question, la liberté ; la finalité de la liberté ; un sujet primordiale dans la réflexion : le concept de conflictivité

- Sonia Fernandez-Lauro's

Sonia dénonce le pouvoir « distorsionné » des médias: la réalité est toujours conditionnée par ce que les secteurs dominants, (locaux et mondiaux) jugent comme approprié pour toute la société ignorant d'autres éléments provenant aussi de la réalité. Ce pouvoir favorise toujours le plus fort dans l'utilisation de la force, ce qui rend difficile les « raisons de la non violence et de la paix.

### **Le travail des sous-ateliers**

Trois groupes ont été constitués pour approfondir les trois idées reçues suivantes :

- La violence engendre la violence (animateurs Sonia et Miguel)
- L'homme est un loup pour l'homme (animateur Laurent)
- Si on fait la guerre, c'est pour leur bien (animateur Karine)

Le violence engendre la violence

(restitution de la présentation au groupe)

#### PROPOSITIONS

- introduire la paix en tant que science // la philosophie à l'école et à l'université
- la marseillaise « enfantastique »
- changer le vocabulaire dans les débats politiques et en général
- relire Condorcet dans sa définition de la citoyenneté

#### L'homme est un loup pour l'homme

(restitution de la présentation au groupe)

#### AXES DE REFLEXION

- la question de l'écoute
- // comprendre ce qui peut être à la source de la violence en chaque individu
- l'empathie
- // celui qui n'est pas en empathie peut devenir violent
- le conflit est naturel mais la violence est culturelle [« il faut supporter l'autre ! »]
  - la notion du langage dans la transmission

#### Si on fait la guerre, c'est pour leur bien

(notes d'atelier)

Cette idée reçue remonte à la nuit des temps // le mythe fondateur

- dès l'enfance, la violence se justifie pour le bien de l'autre [« C'est pour ton bien » est une justification faite au enfant pour exercer l'autorité ]
  - les enfants passent leur temps à se battre ... jusqu'à l'âge de la raison
  - « pour le bien », injonction infantiliste // la notion d'égalité va détruire l'idée reçue
  - nous, on est le bien, les autres ne savent pas ce qu'est leur bien. C'est une hypocrisie : c'est pas pour le bien, c'est pour leur intérêt !
  - l'individu connaît le bien ; les préjugés sur les autres, c'est le groupe qui l'entretient // il y a de la manipulation. On fabrique des images de violence
  - Le bien et le mal n'existent pas, c'est-à-dire que chaque groupe a sa propre définition du bien
- // quel est le présumé du bien ? Le bien des puissants // le bien, c'est nous !
- // que des guerres d'intérêts
- // y-a-t-il une guerre juste ? La résistance ?
- faire émerger le dissensus : facile dans un petit groupe mais qu'en est-il à l'échelle d'un état ?
  - il n'y pas d'interrogation sur l'ingérence
- La France ne s'implique pas dans ces questions

#### *déconstruction*

A priori, aucune guerre n'est pour le bien de l'humain

Les instances dédiées, le conseil national de l'ONU condamnent mais ça continue. Elles n'ont que pour seule autorité, une autorité morale ; il n'y a pas de sanctions

// rendre ces instances autoritaires

Nous sommes tous interdépendants [l'effet boomerang de toute action]// il faut travailler au désarmement et à l'éducation

#### *propositions*

- agir sur les médias = inventer le média de la paix
  - reprendre tous les discours, les décortiquer pour en révéler le langage guerrier
- [l'exemple à suivre, c'est Gandhi]
- proposer des actions qui seront efficaces en étant pacifiques pour ainsi développer la culture de la paix

### **Échanges après restitution**

- prendre le temps de comprendre l'autre
- l'éducation est un thème présent dans les trois groupes
- Reprendre nos travaux à partir de ce qui a été fait par les Nations Unies
- Définition du terme « Conflictualité » :

Dans un système, il y a deux forces contraires // la théorie des systèmes

// Le rôle de la paix = ne pas attendre que la guerre arrive = garder le point d'équilibre [entre les forces contraires]

// remplacer le terme « conflictualité » par la « finalité de la vie » L'utilisation du terme conflictualité avec toute sa force vient de la reconnaissance d'un phénomène qui touche tout le vivant et qui provoque dans de nombreux cas l'apparition de la violence comme solution. Ce terme est donc très important pour faire apparaître la nécessité de la médiation, dans ses diverses formes. Il apporte à l'idée de culture de paix, de propositions concrètes qui ne sont pas visibles dans « la finalité de la vie ».

A l'issue de l'atelier, il a été convenu qu'il serait mis en place un outil de partage (de type Framapad) pour échanger du contenu. Le lien à cet outil sera communiqué à l'ensemble des participants de cette année et des années précédentes.

**L'objectif est de rédiger la partie « idées reçues » pour le mois de mars 2018**

## Atelier 6 : Pilier Souveraineté Alimentaire

Participants : Vincent (83), Dominique H (83), Jacques (16), Louis (75), Daniel (75), Dominique D (69), Martine (92)

Animatrice-teur : Maïta (75), Jean Pierre (31)

Thème proposé : Construire une ou deux propositions d'Utopia pour les états généraux de l'agriculture et de l'alimentation, sur les sujets suivants :

- "Mettre fin à la spéculation agricole"
- "Atteindre une autonomie alimentaire des territoires en développant l'agroécologie".

Aucun des deux thèmes n'a été véritablement traité :-)

Nous avons traité quatre sujets freinant la souveraineté alimentaire des territoires. Ces notes seront remises en forme pour rédiger une ou des contributions du Mouvement. Nous avons dans le mesure du possible respecté le formalisme du débat public : proposition / exemple / frein ou contre-argument.

- 1- Les prix
- 2- La santé
- 3- Les circuits courts
- 4- Faire du "lobbying"

les prix	Exemple	Frein	Contre Argument
Limiter les marges des distributeurs sur le bio	Les USA fixent une marge maximum (en valeur, pas en pourcentage)	Contre la logique libérale de libre fixation des prix	Si la demande de bio augmente, la production sera insuffisante (en fait elle suit la demande avec un retard d'un à deux ans)
Fixer des prix planchers	La PAC a ses débuts a bien fonctionné dans ce domaine	Contre la logique libérale de libre fixation des prix	
Provoquer des "ententes" locales sur les prix	- L'AOP "Comté" fixe le prix d'achat du lait, bien plus élevé que les laiteries hors AOP - Les récoltants de Champagne se mettent d'accord sur un prix d'achat du raisin avant la récolte	Contre la logique libérale de libre fixation des prix	
Développer la transformation à la ferme	Étude ENFA : les revenus des paysans transformant leurs produits sont		L'investissement peut parfois être élevé (matériel, locaux et formation)

	supérieurs de 30% à ceux de leurs confrères		
<b>les prix (suite)</b>	Exemple	Frein	Contre Argument
Intégrer les externalités négatives de l'agriculture conventionnelle dans les prix des produits	La taxe "sécu" sur l'alcool ou le tabac		

<b>la santé</b>	Exemple	Frein	Contre Argument
Généraliser des normes sanitaires sur les fruits et légumes (taux maxi de pesticides par exemple)	Les oignons espagnols peuvent contenir 500 mg de nitrate / kg, alors que la norme pour l'eau potable est de 50 mg	Faire sauter le "verrou" des normes européennes	

<b>les circuits courts</b>	Exemple	Frein	Contre Argument
Créer des partenariats entre territoires	Les bananes du Cameroun sont importées préférentiellement en France ; on peut imaginer d'étendre ces fonctionnements		Difficile de définir l'échelle territoriale adaptée (la région, l'arrondissement ?)
Favoriser les marchés locaux	De nombreuses communes organisent des marchés de producteurs locaux		La production pourrait devenir insuffisante
Instaurer des protections aux limites d'un territoire ou aux frontières sur les aliments qui sont également produits localement, en mettant en avant l'argument sur la santé		La peur du protectionnisme !	

<b>le lobbying</b>	Exemple	Frein	Contre Argument
Favoriser le bio local dans la restauration collective	Mouans-Sarthoux a créé une régie de production agricole	Le code des marchés publics	
Boycott des produits	Le Nutella a souffert de	Atteindre la masse	Le boycott est

les plus malsains	la campagne sur l'huile de palme	critique des boycotteurs	légalement proscrit en France
Informez sur l'intérêt du local	Stéphane Linou a créé le mouvement des locavores avec un certain succès		Seule la presse militante est réceptive à nos arguments
Donner la possibilité aux urbains de reprendre contact avec la nature	végétalisez Paris ! de nombreuses expériences de jardins familiaux ou partagés		L'agriculture en ville c'est sale et ça ne résoudra pas les problèmes d'approvisionnement.

**Les suites :**

Maïta et Jean Pierre rédigent les propositions sur le site officiel et informent les participants à l'atelier.

## Atelier 7 : Éducation

11h30-12h30	Débat <b>Appel Changeons de Voie, un an après &amp; Archipel #Osons Les Jours Heureux : Bilan et perspectives</b>
12h30-14h00	<i>Déjeuner</i>
<b><u>APRÈS-MIDI</u></b>	
14h00	<b>Moment poétique</b>
14h00-16h00	<b>Conférence débat « Féminisme et Politique : Opportunités et défis ! » Avec Joanna Maycock (Lobby européen des Femmes - LEF), Alison Tate (confédération syndicale internationale) et deux représentantes de l'Alliance des femmes</b>

Le but de l'association est de promouvoir le droit des femmes, le LEF travail sur les problématiques liées à l'émancipation faite aux femmes.

Cinquantenaire du MLF bientôt.

Espace des Femmes = partenariat à continuer. Antoinette Fouque = co fondatrice du MLF. Très tôt consciente de la nécessité de passer de la parole à l'écriture. « Le torchon brûle » (6 numéros) puis création Maison d'Édition des Femmes. Des lieux pour inscrire les créations des femmes.

Féminicides toujours un pb de notre société, notamment dans le domaine privé. Maison d'Édition soutient femmes en danger quelque part. Elise Bogocian => création de structures ambulantes de soin pour les réfugié-e-s (Espace des Femmes a payé un camion). Actions de solidarité très importantes. Espace des femmes = lieu ouvert et gratuit.

### **Alison & Joana**

4 objectifs :

=> Échanger sur persistance des inégalités

=> Aspect structurel de ces inégalités

=> Nature transformatrice des idées féministes, qui bouleversent des rapports de force et essentiels pour avoir une transition juste

=> Identifier pistes de réflexion et d'action pour le Mouvement Utopia

Joana

Plus de 2000 organisations (Lobby européen des femmes). Pdt 10 ans les inégalités n'ont pas reculé en Europe => Index sur questions de pouvoir / travail / éducation / santé. France environ au même niveau que Allemagne. Encore deux pays avec moins de 10 % dans le Parlement. Écart de revenu à 40 % en Europe...

Pourquoi restons-nous bloqués ? Système patriarcal et système capitaliste. Manque de volonté

politique au niveau européen pour passer des lois & pression des entreprises (anti réglementaires), complaisance (personnes pensent que c'est acquis), fatigue des militantes, et mouvements religieux & fascistes... Persistance des stéréotypes = dans pubs, éducation..

Austérité = désastre pour les femmes => réduction de services publics, soutiens structurels, augmentation de chômage et temps partiel. Femmes sont encore des citoyen-ne-s de 2<sup>e</sup> classe.

Comment tout est lié (argent, pouvoir politique...) ?

En France = en 20 ans la contribution des hommes au travaux domestiques a augmenté slmt de 7 min par jour. Charge émotionnelle et mentale de la famille. Moins de temps pour sa carrière, pour s'engager dans des associations... Libéralisation touche personnes précaires d'abord => toutes ces inégalités touchent d'autant plus les personnes en situation de précarité, personnes en situation de handicap, ...

Vie politique = pas slmt avoir plus de femmes dans les institutions. Europe = moins de 15 % de maires qui sont des femmes, moins de 15 % de ministres, environ 25 % parlementaires. Banque européenne d'investissement = aucune femme (85 milliards d'€).

= Structures et organisation des mouvements et partis politiques, non dialogues, harcèlement et violences dans les mouvement, des femmes qui se mettent dans la vie publique.

Pb systémique qui traverse la société, et impacte fortement le groupe social. La violence ds le privé affecte le travail d'une personne et peut avoir des conséquences sur le parcours professionnel d'une femme.

Rapport sur les impacts des politiques d'austérité sur les femmes dans leurs capacités productives si elles ont un travail ou à y revenir.

Organisation « More in Commons » => Voir sur leur site.

En France, le Front National a une stratégie pour s'adresser particulièrement aux femmes et gagner des élections.

### Pistes de solutions

=> Soutenir les luttes (discriminations positives)

=> Soutenir les femmes dans ces luttes et reconnaître la charge qu'elles assument.

=> Neutralité n'existe pas sur les questions de genre, y penser pour chaque proposition politique

16h00-17h30            Débat  
**Votes sur les amendements du Livre collectif "Idées reçues sur la démocratie" – "Propositions"**

17h30-18h00            Pause

18h00 -20h00            Table ronde  
**« Une terre en commun, changer de cap sur les migrations »**  
**Avec Sophie Wahnich, Roya Citoyenne, SOS Méditerranée**

**Sophie Wahnich**

La perception de l'étranger a évolué au cours de l'histoire. La révolution française a fixé des règles issues des principes de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen..

Depuis 30 ans, le néo libéralisme a fait passer de l'éthos démocratique à une politique globale (global politic).

Explications :

- éthos démocratique = reconnaissance de la dignité de l'homme (origine religieuse ou pas / buen vivir) => rédaction de déclarations universelles qui reconnaissent par essence et par le droit la place des étrangers, car le droit protège les citoyens de façon égalitaire.

- global politic : elle induit une politique de la survie (la survie est la seule vie possible à la différence des sociétés basées sur le buen vivir).

Cette global politic justifie des régimes de prévention (principe de précaution, lois anti terroristes, politique du care, etc.). Il s'agit de sauver le corps et pas la personne.

Dans cette logique, les migrants sont mis dans des camps, pour les protéger. Les camps ne sont pas contrôlés démocratiquement ; la souveraineté sur ces camps est mouvante et pas sous contrôle du droit.

Le statut des étrangers change fortement dans les deux approches.

Ethos démocratique : le respect de la dignité de l'autre doit être réciproque . L'étranger a donc un statut clair (hospitalité et installation) ; les règles de l'hospitalité peuvent être définies. Elles peuvent varier d'un pays à l'autre, mais doivent respecter les règles universelles. C'est le rôle du politique.

Les règles du 18ème siècle : droit d'installation, mais pas d'aliénation du territoire, les étrangers n'ont pas le droit d'acheter du foncier en France (ex actuel : la Qatar qui achète serait indésirable). Le droit de la naturalisation est variable suivant les oscillations politiques. Le droit d'utiliser la langue d'origine est reconnu.

Le droit d'asile est mis en place par la révolution française. (pour protéger les déserteurs qui refusent de combattre la France par exemple)

Le long 19ème siècle perd la référence à l'esprit de la déclaration des droits de l'homme.

Jusqu'après la deuxième guerre mondiale. On y revient juste après la guerre en réaction aux fascismes défaits. C'est la déclaration de 1948 qui l'illustre.

Dans la Global politic on passe à des institutions globales : une post démocratie s'installe peu à peu. Ses principales caractéristiques :

- on ne respecte plus le vote (exemple grec : les choix des électeurs de janvier 2016 ont été écrasés par l'UE)

- plus de contrôle démocratique sur les institutions globales (BCE, troïka, FMI, etc.)

Effets de la global politic sur les étrangers :

- puisqu'on ne respecte plus le vote, il n'est plus nécessaire de respecter l'autre dans sa dignité. Il n'y a pas de honte à cela.

- on ne les écoute même plus (exemple des syriens de Calais). Ils ne participent donc à la vie locale.

- le viol des femmes est de la même façon légitimé

- le délit de solidarité est légitimé par les observations précédentes, puisque la dignité n'est plus la norme.

- le migrant est une main d'œuvre disponible et dépendante.

- c'est la fin des normes démocratiques universelles.

Il est donc primordial de faire vivre la démocratie pour reconstituer les normes universelles.

## **SOS Méditerranée**

Créée en 2015 par un allemand et une française pour prendre le relais de Mare Nostrum et assurer le sauvetage des naufragés en mer. Ses opérations sont coordonnées par le MRCC en Italie qui autorise les débarquements de migrants, et choisit donc les lieux d'accueil.

Il y a un partenariat avec SOS Médecins.

Financement : (11000 € / jour) 90 % issus de dons privés.

Bateau Aquarius : croise au large de la Libye et récupère les naufragés. Il navigue toute l'année.

Sa mission est aussi de soigner les blessés, de les mettre en sécurité et de les accompagner en Sicile ou en Italie. (parce que c'est le pays le plus proche des côtes libyennes).

Plus de 20 000 migrants ont été recueillis par l'Aquarius.

80 % d'hommes

25 % de mineurs dont une partie non accompagnés.

## **ROYA Citoyenne**

Situation vécue en Libye par les migrants : esclavage, prison, viol. Ils ont des craintes lors de leur arrivée en Italie. Ils ont pour la plupart envie de quitter l'Italie, majoritairement pour l'Europe du Nord (Angleterre, Allemagne, Scandinavie).

Roya : petite vallée coincée entre deux frontières italiennes.

Les migrants sont contrôlés systématiquement à la frontière.

L'accueil est basé sur le volontariat. Au début, la gendarmerie est plutôt bienveillante.

Depuis mai 2016 : fermeture de la frontière (lieux de passage autorisés : trois dans le secteur) => début de coordination locale avec des citoyens pour l'accueil des réfugiés. 300 militaires et policiers assurent ces contrôles.

De nombreux migrants meurent en route (électrocution).

L'hébergement est gratuit. Une épicerie solidaire a été créée. Des repas sont fournis 7 jours par semaine. Mais, il est difficile d'obtenir des locaux (interdits de fait par le préfet)

Les associations travaillent de plus en plus sur l'organisation des départs.

Elles vivent un dilemme : sont elles humanitaires ou politiques ?

L'action politique : demande de prise en charge des mineurs isolés par l'ASE ; ils sont renvoyés en Italie par la PAF (contraire à la loi). De la même façon, elles formulent des demande d'asile pour une famille. Celle-ci est refusée, et la famille reconduite en Italie. Le préfet est condamné au tribunal administratif pour abus de pouvoir ! La demande d'asile est finalement acceptée.

Fin de l'histoire en juillet 2017 : le camp de Cedric Herrou est évacué. On constate une forte présence de l'extrême droite dans la vallée. Les militante.es subissent un harcèlement judiciaire et policier continu. Le mot « état de guerre » est même employé.

Dominique Faluomi (Utopia 83) Var : 30 associations pour aider à l'accueil de ceux qui arrivent à passer. Même difficultés avec le préfet.

À Toulon : 300 mineurs dorment dans la rue.

Débats :

pour Sophie Wanisch :

- doit on continuer à militer pour rester dans un état de droit respectant la dignité humaine ?
- Quelle action prioritaire pour revenir à un état de droit ?

\_\_\_ les institutions démocratiques ne sont pas mortes. La stupeur des militants est forte ! Ils ont des difficultés à réagir. Les militants perdent, puis perdent courage.

\_\_\_ les rapports de force ne sont pas en notre faveur actuellement.

\_\_\_ Sophie est plutôt pessimiste. Il faut relancer la lutte des classes et les luttes anticapitalistes. A l'OMC par exemple.

\_\_\_ réinventer à l'intérieur des institutions, par les institutions étatiques. (rôle du politique) Et en parallèle par les initiatives locales (villes en transition par exemple).

- convention de Dublin ; acte politique de rejet des migrants par les pays du Nord ?

- action devant le tribunal européen ?

- interpellation de l'ONU ?

\_\_\_ inutile (complices de l'ordre libéral)/ l'ONU est absente

- loi anti terroriste => en route vers le fascisme ?

\_\_\_ ça va continuer (état d'urgence permanent à la frontière)

- porter cette question au débat des élections européennes avec engagement d'Utopia ?

\_\_\_ oui, continuer à porter la parole, déconstruire les idées reçues. Expliquer pourquoi ils partent d'Afrique.

- empêcher les départs d'Afrique, est-ce une solution ? (passeurs, morts, montée de la xénophobie en Europe)

\_\_\_ on ne sait pas faire

Pour SOS et ROYA :

- quantification, classification des migrants

\_\_\_ typologie variable dans le temps

- quelle place de l'état italien dans l'octroi de moyens ?

\_\_\_ les italiens font aussi du sauvetage.

## **SOIREE**

20h00-21h00

*Dîner*

21h00-22h00

**Spectacle « (Bien)venus » de Céline Mainguy**

*Un spectacle émouvant et juste sur la situation dans les centres de rétention. Centrée sur le ressenti des personnes (y compris du préfet), Céline nous a impressionné.es par son talent. Le Mouvement Utopia, suite à cette rencontre et l'échange qui a suivi après le spectacle va étudier les possibilités de collaboration avec le réseau théâtre Arc en ciel.*

21h30 -23h30

**Échappées Belles**

- Séquence 1 : **Relaxation – Qi Gong**
- Séquence 2 : **Initiation à la langue des signes**
- Séquence 3 : **Introduction Astronomie**
- Séquence 4 : **Poésie**

# Samedi 30 septembre 2017

9h00-9h30 Suite Compte-rendu des ateliers thématiques

9h30-11h00 Table-ronde

« **Le municipalisme, pour des communes en communs** »

**Avec Charlotte Marchandise et des représentantes des mouvements municipalistes citoyens en Espagne**

**Grand témoin : Eric Piolle**

Compte rendu

Alejandro vient de «Marea atlantica »

Questions en quoi consiste le municipalisme (ou le communalisme) ? En quoi ça consiste une charte « éthique » ?

**Charlotte Marchandise :**

Elle nous remercie pour l'invitation et notamment sur le format 100 % intervenantes. Je suis une citoyenne engagée, féministe et j'ai commencé la politique en 2014 parce qu'on est venue me chercher pour une liste municipale. Avec le PS-EELV et 30 % de citoyen·nes.

Par rapport aux élections il faut que l'on se demande à quoi servent les partis politiques ? C'est quoi le lien avec les partis et le municipalisme ? Le lien entre partis et citoyen·es. Donc aux élections on a fait 16 % (?) et donc on a fait une alliance avec la majorité PS et on a pu gouverner la ville.

Mais la première année on a pas su comment faire. On était tou·tes à la limite du « burn-out » parce qu'une fois élu·e on ne gouverne pas directement avec les citoyen·nes. L'élection pose de tas de questions, donc j'ai commencé à rendre transparente ma vie d'élue.

La participation citoyenne elle n'est pas permanente donc cela pose question dans notre position d'élus·es. A partir de là on a commencé à réfléchir à la démocratie liquide à ces histoires de participation citoyenne...

La situation politique est dramatique en France la plupart des jeunes pensent que tous·tes les élu·es sont corrompu·es. Alors dans ce cadre là quand on ne sait pas gouverner à quoi ça sert d'être au pouvoir ?

Ça permet de faire des budgets participatifs, ça permet aussi d'agir sur des actions concrètes notamment sur la question des migrant·es, trouver des lieux pour héberger décemment des gens. Ce qu'on ne peut pas faire dans le monde associatif.

C'est pour ça que je me suis présentée sur la primaire .org (aussi parce qu'il y avait 80 % d'hommes sur la plateforme). Donc je voulais un peu faire bouger les choses et poser des questions notamment sur la question du cantonnement des places d'élus·es aux expert·es. C'est pour ça je pense qu'il faut y aller « il faut hacker le système » en se présentant en tant que citoyen·es. Parce qu'on a les pouvoirs de faire des choses quand on est dans les institutions même en tant qu'élus·es locaux·ales on arrive à faire bouger les choses. Donc imaginer si on s'allie ce que l'on serait capable de faire. Donc la question c'est comment on s'organise concrètement pour faire les choses, pour prendre ce pouvoir qui est notre pour le partager.

La politique citoyen-e ça permet de garder un contact avec les gens un lien étroit avec les personnes qui vivent certaines réalités. Et ce lien direct permet d'être interpellée sans qu'il n'y ait de sentiment de supériorité, que les gens se sentent légitimes pour nous pousser, nous interroger. Voilà c'est ça ma vision du municipalisme, même si je ne suis pas un experte.

**Alejandro Sanchez :**

Avant de parler de ce sujet, je veux rappeler qu'aujourd'hui en Catalogne des milliers de personnes sont dans la rue pour défendre cette idée que l'on appelle la démocratie.

Je viens de la Corogne qui même si ce n'est pas une grande ville a très largement souffert des politiques néolibérales avec une droite déguisée en parti socialiste. Dans ce contexte un événement inattendu, imprévu s'est produit. « la Mare atlantica » (notre plateforme municipaliste) fondée par des citoyen-es des militant-es associatif-ves et des personnes également de la vie politique traditionnelle de gauche.

La Mare atlantica vient de différentes fractions de gauches différentes. Notamment de los indignados, également des personnes engagées au niveau local dans la ville, mais également des personnes des partis traditionnels de gauche. Aussi celle-ci vient des luttes pour les revendications indépendantistes. C'est un mouvement citoyen avec des partis politiques qui ont compris qu'ils étaient là pour être un soutien externe au mouvement. Le mouvement est fondée sur la radicalité démocratique, la justice sociale et la lutte contre la corruption. C'est un mouvement vraiment hétérogène, mais également capable de répondre à de nouveaux types de demandes, de nouer des relations entre l'institution, des mouvements sociaux et les personnes du mouvement. C'est ainsi que nous sommes arrivés à notre élection il y a 2 ans et demi. Donc je pense qu'il faut analyser et essayer de comprendre la situation, faire un premier bilan pour mieux définir l'avenir et également prendre conscience de nos erreurs commises et ainsi aider les futurs mouvement municipalistes à ne pas faire les mêmes erreurs.

Je pense que l'expérience que nous avons vécu, ce que nous avons fait est positif notamment face aux politiques menées par le gouvernement. Il faut tout de même comprendre ce que cela signifie pour un mouvement très jeune de gagner des élections. Car l'élection est dans le cadre politique traditionnel contre lequel nous nous battons. La mare Atlantica a amenée une certaine « vidange » des personnalités politiques traditionnels. Dans la mairie de la Corogne 10 personnes élues et 7 viennent de la Mare. L'élection a amené les personnes de la Mare à suivre le rythme donné par l'institution, cela a posé problème au sein du mouvement. Une forme de coupure, et nous n'avons pas encore trouvé de solution à cela. Nous sommes dans une forme de tension ou la Mare essaye de jouer un rôle de trait d'union entre l'institution et le mouvement social. Mais cela n'existe pas sans contradictions, donc nous procédons par tâtonnement jour après jour pour nous adapter. Nous grandissons et apprenons en continu de nos expériences.

Je peux dire que l'expérience de la Mare Atlantica est loin d'être parfaite, elle présente beaucoup de problèmes, mais ce sont des problèmes que je pense nous trouvons dans toutes les organisations politiques capables de créer et d'innover. Dans les organisations qui portent des projets radicaux et rupturiste. Ces projets qui sont là pour reconnecter la majorité social aux institutions. Et j'espère que notre expérience pourra vous aider à créer des mouvements municipalistes.

**Eric Piolle :**

Le municipalisme est un sujet très intéressant qui émerge au niveau international. Pour nous le communalisme c'est une façon d'être au monde. Regarder l'espace politique comme une façon d'entretenir le territoire et de gérer les liens sociaux et les biens communs. C'est ça selon moi le projet du communalisme, comment on s'entraîne à vivre comme nous le souhaitons à une échelle locale ou on a une vie en commun.

Il y a une question de stratégie, comment voulons nous rentrer dans l'espace politique. Il y a selon moi un élément fondamental, celui se placer dans une logique de victoire. Les mouvements sociaux auxquels nous appartenons sont des mouvements de contre-pouvoirs. Notre enjeu, notre responsabilité c'est de sortir de cette logique de contre-pouvoir pour prendre une responsabilité encore plus grande en prenant le pouvoir et donc dans la mise en acte redonner du pouvoir aux citoyen·nes. Selon moi on est citoyen·ne jusqu'à ce que l'on soit élu.

Je me suis engagée dans ce qui était alors un mouvement EELV pour créer une forme d'art démocratique. Donc la question est quelle rôle voulons nous laisser aux partis politiques ? Le constat est qu'ils ne sont plus les seuls producteurs d'idées, ne sont plus des syndicats d'élus·es et finalement ils sont pour moi, les garants de valeurs qui doivent perdurer. Et les mouvements politiques de par leurs formats divers ne peuvent pas nécessairement assurer ces valeurs. Ce sont des outils de formations des élus·es, des organisateurs de campagne... Pour moi l'objectif est qu'ils passent leurs expertises pour laisser ensuite la place à des logiques pas uniquement dans les partis. C'est ce qui s'est passé avec l'élection à Grenoble où une liste regroupée de nombreux partis, des mouvements sociaux... L'idée est que nous défendions un projet en commun au-delà des considérations strictement partisans. C'est cela pour moi les questions que pose le municipalisme sur comment gagner les élections et comment ensuite exercer le pouvoir.

4 rôles d'élus·es selon moi :

- Notre fonction est celle qui doit permettre de mettre en place des mesures pour conjuguer nos imaginaires.
- Développer des processus d'apprentissage pour que collectivement on arrive à créer des espaces de confiance un peu sécurisés.
- Nous exerçons des responsabilités donc nous avons une mission de cadrage, de recadrage voire d'arbitrage. Parfois cela est facile parfois beaucoup moins.
- Que nous exerçons cela avec un certain rôle d'exemplarité. Il faut que le message que nous portons ne soit pas tué par ce que nous vivons. Nous avons à Grenoble interdit le cumul des mandats strictement. Nous allons baisser nos indemnités de 25 %. C'est un enjeu très important selon nous, comme cela les gens ne peuvent pas nous accuser de vivre dans un autre monde. Nous vivons comme les autres.

Tout cela est au service d'un projet politique qui est celui de la gestion des biens communs en commun. Nous voulons gérer les biens communs de manières démocratiques et donc développer les processus de gouvernance qui permettent cela.

Nous avons encore énormément de choses à inventer, nous avons des écueils parfois de majorité politique. Sur la question des emprunts toxiques notamment. Et un écueil plus structurant. Dans une France très jacobine, nous avons mis en place une votation citoyenne qui est attaquée par le gouvernement qui veut nous refuser de consulter les citoyen·nes entre deux élections. Nous avons tous en tête le modèle de Porto Alegre en terme de participation et nous avons aujourd'hui des questions et problèmes sur la mise en place effective de ces budgets participatifs dans la situation actuelle. Question de comment on peut passer à une échelle supérieure et quelle mécanisme permettrons à cela d'être réellement démocratique. Pour l'instant nous avons les idées, mais pas

nécessairement les implications concrètes.

Donc il faut poursuivre, le chemin est encore long.

### **Questions :**

- (Représentante du think tank la ville en commun). Il y a beaucoup de personnes des anciennes banlieue rouge. La participation citoyenne est un enjeu depuis des années, mais le problème est que les gens ne participent pas. Et la participation se limite aux classes aisées. Nous travaillons notamment sur les questions de la dignité, les gens sont selon nous bafoués.

- Comment participer pour les citoyens et comment les amener dans des temps d'échanges puis participer aux décisions de la cité. (résumé de 4 question)

### **Réponses:**

- Ré-apprentissage pour le citoyen à ne plus être un client mais un acteur.
- Nous devons en tant que liste communaliste, concrètement faire aboutir les projets sur la commune pour que physiquement qu'ils soient palpable.
- Penser à comment délégué du budget au non élus dans la participation.
- Le mouvement Jacobin, les ultra libéraux on centraliser et capter le contrôle des budgets, ce qui facilite leurs actions et handicap lourdement nos initiatives citoyennes.
- L'expérience que nous vivons en Espagne, municipaliste nous apprend que si nous devons nous soumettre à la version institutionnelle de participation de la population et des divers famille politique qui les compose, nous n'arriverons pas au objectifs que nous nous sommes fixer. Aujourd'hui, en s'insérant dans les institutions nous ne devons pas laisser de coter nos convictions citoyennes. Il faut ré-inventer le rapport entre les institutions et la rue, nous nous heurtons aux limites du cadre institutionnelle dans ces échanges et nous devons nous appuyer sur les capacités des citoyens pour crée les espaces du rapport participatives. Nous devons inventer les concept novateur de ces échanges

### **Questions :**

- Comment faire des projets communaliste avec les marches à franchir, liés aux agglomération de communes et des différences en 2020 – 2021 par rapport à leurs tailles ?

- Quels stratégies par rapport au projet municipaliste ? Par la méthodes ou les projets ?

- Dans la configuration d'intercommunalités ou les maires de petites communes

### **Eric Piolle :**

Sur la question des conseils de quartiers. Nous avons mis en place à Grenoble des conseils de quartiers. Mais pas sur les questions budgétaires car nous pensons que sur ces questions là il faut élargir beaucoup plus. Et on se rend compte pour arriver à la diversité il est efficace de rassembler des gens sur des actions. Donc on s'appuie sur des conseils citoyens indépendants, mais sans transfert de budget.

Saillans, c'est un projet qui permet d'avancer sur la méthode notamment sur les questions de la démocratie directe. Mais la question pour moi est celle de la démocratie dans les villes de grandes

taille ou il est plus difficile d'avoir des liens directs. Donc on est obligé à ce niveau là d'avoir une ligne politique. Quand on est un petit groupe on peut fixer le cadre et la méthode, mais à une échelle plus grande il faut affirmer des lignes de forces.

Pour les métropoles je pense qu'il faut que l'on passe à un suffrage universel direct parce qu'on est sur un énorme transfert de compétences des communes ou il y a une légitimité politique à un endroit où on construit le programme après les élections.

(Réponse sur les fermetures de bibliothèques à Grenoble).

### **Alejandro :**

Ce qui caractérise les expériences municipalistes dans les cités espagnoles ce n'est pas le contenu d'un programme défini à l'avance, malgré tout le travail qui est fait là dessus. Mais c'est précisément une méthode innovatrice et très particulière qui essaye de donner la parole à toutes les personnes pour qu'elles puissent participer à ce nouvel espace. Et cela est applicable à des villes comme Saillans, mais également des villes de 300 000 habitant-es, mais également comme à Barcelone 5 millions d'habitant-es. Je pense que la question de la méthode est la chose la plus importante. La Mare Atlantica ne veut pas être la représentante des mouvements sociaux, mais c'est un espace hétérogène. Mais elle ne représente pas ces mouvements sociaux et ne les remplace pas. « Il vaut mieux avoir un pied dans l'institution et 1000 pieds dans les mouvements sociaux ».

### **Charlotte Marchandise :**

Question de la rue et de ce qu'elle est ce peut être la manif pour tous comme les manifs contre la loi travail. Donc il faut des espaces de dialogues multiples au niveau local. J'aime beaucoup l'expression d'Alejandro « 1 pied dedans... ». Donc il faut réellement des espaces multiples de contre-pouvoirs sur des sujets qui intéressent les gens. Il y a pleins de héros et d'héroïne un peu partout ! Il faut que l'on sorte des héros et que l'on trouve plein d'exemple partout loin des logiques individuelles mais que l'on tente ensemble sans rester bloquer dans des rôles. On est pleins de gens qui essayons de faire autrement en dehors des logiques du vieux monde pyramidal.

11h00- 12h30

## **Ateliers**

« *Co-construire des plateformes municipalistes pour 2020 en France* »

Avec La Belle Démocratie, Commonspolis et Mouvement Utopia

## **Commonspolis**

L'atelier a réuni une vingtaine de personnes autour des expériences des villes espagnoles de A Coruña (Galice) et Valencia, où des confluences citoyennes (plateformes de la société civile) ont réussi à remporter la municipalité lors des élections de 2015 (dans le cas de la ville de Valencia, par contre ce fut une coalition de partis où était présente la plateforme).

Le débat fut organisé autour des préoccupations des assistants, à savoir:

Les conditions locales préalables pouvant permettre l'émergence de ces listes participatives : une bonne vitalité du tissu associatif local, une mise en relation de ces listes avec les enjeux soulevés par les revendications et aspirations du 15M, et surtout la volonté de trouver les méthodes et les manières pour convaincre le plus grand nombre, c'est-à-dire, construire un processus municipaliste qui pose les attentions, « los cuidados », la créativité et la bienveillance au centre de l'action politique.

La dimension de l'échelle de l'action municipaliste fut aussi évoquée mais A Coruña et Valencia sont des grandes villes et l'action municipaliste est tout aussi viable voir encore plus simple à mener dans des villages et petites communes où les liens sociaux sont encore plus faciles à redynamiser.

L'appropriation de l'espace public/physique fut aussi citée comme un élément important pour redynamiser l'action politique, le débordement, la construction de nouvelles perspectives à partir de l'espace et lieux de vie des habitants.

Un autre élément évoqué fut celui du rapport avec les partis politiques, l'expérience de Valencia et de A Coruña diffèrent car à Valencia les tensions et contradictions avec les partis est source encore de beaucoup de désillusion tandis que l'expérience de A Coruña montre comment ils ont su imposer un rapport de forces permettant de faire accepter par les partis le fait de jouer un rôle secondaire pour favoriser l'action transversale et citoyenne. Finalement, Alexandre de Marea Atlántica à la demande des participants, a détaillé le processus qui les a mené à conquérir la ville: constitution d'un noyau dur; rédaction collaborative d'un manifeste signé par 99 personnes (et non pas des institutions) représentatives et légitimes de l'écosystème social de la Corogne, amplification du manifeste vers 2.300 puis 4.300 signatures, constitution du code éthique, construction du programme électoral, victoire et constitution d'alliances, développement des "marées" thématiques et territoriales (quartiers), puis des assemblées et finalement des conseils de coordination.

Le dernier sujet bien sûr fut celui de la Catalogne, comme expression de la crise de gouvernance nationale d'un pays dirigé par une droite extrême qui ne répond au souhait d'expression des catalans que par la violence et l'incurie.

## La Belle démocratie

### Atelier sur l'écriture de constitutions locales, animé par Isabelle et Didier, LBD

une trentaine de personnes, plutôt motivées, interrogatives.

Tour de présentation. Les expériences de chacun mettent en lumière le besoin de reprise de pouvoir par les habitants, afin d'influencer l'avenir

de leur territoire, de leur commune. Demande de clarification de la part du groupe à propos du rôle et des objectifs de LBD.

- est ce que Constitution est le bon mot?... plutôt que charte éthique, comme les espagnols?
  - le but premier serait de provoquer l'empowerment des habitants
  - la citoyenneté doit dépasser le niveau de l'institution, donc du fonctionnement municipal actuel. Sortir de la logique des seigneurs.
  - problème de participation dans les villes dortoir, les villes à résidences secondaires
  - on attendrait des listes déjà en cours un retour d'expérience, une expertise juridique, la mise en commun de compétences
  - nécessité de l'éducation populaire
  - les compétences locales sont souvent rejetées par les élus
  - l'élu devrait avoir pour rôle de faire vivre la démocratie locale, d'arbitrer la gestion des biens communs
  - Le problème territorial, communauté d'agglos se pose pour les petites communes limitrophes qui se font absorber
    - Peut-on s'attaquer direct aux agglos ?
  - Comment concilier constitution communale et la logique aggro ?
  - la fonction politique dans la cité : - strict non-cumul
  - binôme paritaire
  - proportionnelle (au moins 80%)
  - les coalitions entre les deux tours se forment devant les citoyens
  - bicamérisme et conseil municipal tiré au sort
  - Vote obligatoire?
    - la question se pose de prendre des décisions dans la légalité ou non. A priori, comme dans les chartes de certaines villes rebelles, la désobéissance
      - à l'état, ou à l'institution est inscrite "constitutionnellement"
  - Principe de subsidiarité, dans de grandes aggos, devrait-on recréer des communes?
  - Quels lieux pour débattre ensemble ? Comment réinvestir l'espace ?
  - Différencier les responsabilités de chaque niveau politique est difficile
  - L'importance d'arbitrer la démocratie locale, d'encadrer les pouvoirs, de redonner de la confiance dans l'élu
  - Comment être accompagné sur des questions juridiques lorsqu'on monte une liste ou dans l'exercice d'une mandature participative ?
  - Penser à dispenser une éducation "citoyenne".
- Stratégie et prochains pas :
- Hackaton à Dauphine sur l'exploitation et la com à propos de l'appel d'Edgar Morin.

- Un guide commun sur le municipalisme français et autres (travail en cours), Guide pour remporter les Municipales, dans lequel se trouve une charte éthique, composée de 15 engagements pour les élus.

Note d'Isabelle, animatrice LBD : Ces engagements se rapprochent des critères HQD de La Belle Démocratie. Donc c'est super, on va dans le même sens !- séminaire en février avec Commonspolis, sans doute à la Corogne.

### **Résolutions : Il faut qu'en 2018,**

- toutes les forces soient identifiées
- qu'on soit en ordre de marche.

TO DO:

- Le municipalisme pour les nuls
- Plateforme commune
- possibilité d'organiser la fête des possibles
- médiatiser

Tensions :

- extension du domaine des communs
- faire une différenciation rural / citadin

Plus proche :

- trouver des lieux de rencontre, francophone/Espagne
- Définir les espaces de partage
- Définir un agenda commun à tous les participants

## **Mouvement Utopia**

Postulat : faire de la politique autrement.

Le nom : municipalisme ou communalisme, il faut choisir.

Le rôle d'Utopia : il peut faire le lien entre les différents « mondes » qui parlent avec des langages différents. L'enjeu est de dépasser nos cercles.

- Recueil de ce qui existe,
- Réflexion en amont des élections municipales,
- Facilitateur,
- Mise en place d'une boîte à outil,
- Voir également l'initiative de la belle démocratie sur la construction d'une plate-forme et celle des jours heureux (APF).

La cartographie : croiser toutes nos informations pour réaliser une cartographie de ce qui existe hors des hors partis.

Le réseau se compose aujourd'hui de :

- l'appel des 100,
- Les assises d'EELV,
- les jours heureux (l'archipel),
- Michele Rivasi (vigilum),
- nos droits contre leurs privilèges (Attac),

- l'appel d'Edgar Morin
- les petits partis regroupés notamment dans Caisse claire.

La fondation FPH (Charles Léopold Mayer) peut financer cette démarche sur 3 ans. Il faut lui proposer un projet avec toutes les compétences et incluant tous mouvements existants.

La volonté des différents acteurs est mue par des moteurs différents. Il faut trouver un cadre pour que chaque mouvement s'y retrouve. Ceux qui veulent faire des listes, et ceux qui veulent seulement participer à la rédaction des propositions.

### **1- les propositions :**

- Les piliers : les valeurs communes que l'on souhaite défendre doivent être partagées par tous. La méthode reste à définir. et si on se lance dans l'action, comment fait-on ? avec quels outils ? la place du village aux grandes villes. Il faut qu'on se mette d'accord sur la méthode.
- En novembre, l'archipel va finaliser sa charte. Et s'intéressera aux municipales seulement après. Utopia pourrait prendre l'initiative plus tôt d'interpeller les mvts citoyens majeurs, à partir de grand axes de structuration ; mais l'archipel ne souhaitera pas rejoindre la coordination pour une transition citoyenne, c'est une impasse.
- Les thèmes sont à définir. Le sujet de l'inclusivité est primordial. On peut partir des 25 propositions des jours heureux (archipel), et du travail de comparatif des programmes fait par l'appel des cents.
- La charte de l'élu est à rédiger, ainsi que le code éthique des élus. (Voir charte Anticor).

### **2- Les démarches "terrain"**

La démarche de la société civile a plusieurs inspirations : les grandes villes d'Espagne, Saillans donc des villes de taille différente.

Comment associer les petites villes à la démarche, à la participation à des mvts citoyens existants ? En construisant un outil pour les municipalités pour animer une démocratie participative, surtout pour les petites villes et le monde rural.

Traiter les grandes villes de façon différente car les partis sont très présents et les pratiques doivent donc être spécifiques. À noter : dans les grandes villes espagnoles les mvts citoyens ont conclu des alliances avec les partis politiques.

La fête des possibles : regroupe des associations avec le thème des recyclages. La mairie a participé spontanément, avec le pôle déchets. C'est le signe que ça bouge.

12h30-13h30 *Déjeuner*

14h00 *Moment poétique*

14h00-15h30 **Table-ronde**  
**« La nature en commun ou le transhumanisme pour soi ? »**  
**Avec Valérie Chansigaud et Flore D'Ambrosio Baudet**

**Animé par Maïta et Pierre**

**Valérie :**

Je ne suis pas une spécialiste du transhumanisme, en revanche j'achève un doctorat avec une thèse « espèce humaine et enjeu écologique » qui m'a permis de m'intéresser à la question. Je mets en dialogue le rapport de l'homme avec la nature pour aborder le sujet.

J'aborderais en trois temps la question :

le rapport à la nature

les notions historiques

la relation entre capitalisme et transhumanisme.

Dépasser le concept de gauche par rapport à la nature en ne se laissant pas enfermer. La nature interne peut elle être modifiée ou révolutionnée. Difficile de décroquer notre vision par rapport à la religion ou la culture.

Le transhumanisme séduit la gauche dans le discours de transgression de nos limites et dans l'amélioration de nos capacités. Dès la fin des années 80 les technologies, nous amènent à penser à aller plus loin pour dépasser nos limites. Depuis l'apparition des nano technologies la situation s'est accélérée.

5 points sont envisagés pour aborder la question de transhumanisme

- Esprit
- Social
- Éducation
- Militaire
- Santé

Ce dernier est probablement le cheval de Troie du sujet. Le transhumanisme cherche à améliorer l'humanité et le post humanisme cherche à changer l'humain, avec plusieurs tendances (mélange humain machine, capacité que l'humain ne possède pas, etc).

Les questions de conscience, de rapport à la mort ou à l'individu semblent des détails que nous aborderons les prochaines années.

Le rapport avec le capitalisme se justifie par la recherche de nouveaux marchés, de nouveaux produits sans tenir compte des limites des ressources à préserver. C'est dans une nouvelle phase de notre espèce que le capitalisme nous force à entrer.

**Valérie :**

En historienne j'aime regarder dans l'histoire pour comprendre et me faire un avis au présent.

Derrière les questions des lois de la nature, il y a les ressources disponibles qui ont l'air de compter.

Si c'est pour promouvoir du capitalisme pur et dur et nous conduire comme toujours dans le mur.

Et les questions matérielles semblent être les limites des idées que j'ai trouvées.

Absence de limite posable entre un organisme et son environnement. Cette notion de limite n'est pas nouvelle(...)

Le transhumanisme ne se résume pas à l'exploration de toutes les possibilités offertes par la science.

Selon un auteur américain il existe une contradiction : aux USA les lieux où il y a le plus de production de richesses sont les plus inégalitaires. Parce que les ressources créées en commun sont appropriées (par les GAFA par exemple) et non partagées.

### **Débat :**

Maïta : cite le livre « Réparer les vivants » et les expérimentations sur le vivant dans le monde de l'art.

Pierre : la question des limites est centrale.

John de Voos : les progrès de la robotique et de l'IA vont plus vite que les recherches sur le transhumanisme.

Flore : il y a continuité entre le transhumanisme et les autres « progrès ».

Valérie : le futur n'est pas écrit ; si le capitalisme triomphe, alors oui, le transhumanisme gagnera, si les alter avancent, cela peut changer.

C'est aux mouvements sociaux d'imposer une régulation des progrès techniques, y compris le transhumanisme.

(exemple de l'adoption des pesticides : ils ont été introduits et généralisés de bonne foi, pour améliorer les rendements agricoles, sans évaluation des effets à long terme, en particulier sur la santé).

Denis : Le transhumanisme est une nouvelle religion. Le futur transhumaniste est rendu possible par le « divin » marché et paradoxalement par l'extension de la gratuité d'internet (qui rend accessible l'infini).

Franck : Il y a irréversibilité. La sélection génétique qui se pratique aux états unis affectera toute la descendance des sélectionnés. De même, il existe un risque de création de surhommes et de sous-hommes. Il y a donc urgence à en faire un débat politique.

« Si une Intelligence Artificielle devait gérer la planète, sa première mesure serait d'éradiquer l'humanité. »

Quelles sont les boussoles qui nous guideraient sur le chemin du transhumanisme ?

Flore :

\_\_\_ Hegel nous donne un élément de réponse. Le mauvais infini repousse indéfiniment la limite jusqu'à l'infini. C'est le règne du chiffre et de la quantité. La véritable infinité est d'entrer au contact de l'autre (dans l'autre il y a aussi du moi) ; cela donne de la profondeur et permet d'échapper à l'âge.

Valérie :

\_\_\_ la boussole ne sert à rien si on n'a pas de carte ! La connaissance du futur est impossible (prouvé historiquement).

\_\_\_ le catastrophisme empêche de penser le présent.

Flore : penser le futur est un devoir ; ne pas se laisser raconter un futur que nous ne voulons pas ; refuser le fatalisme. Actuellement, la politique est squeezée par le discours technologique sur les progrès du transhumanisme.

Qu'est ce que l'humain, avant de parler de technologie ?

\_\_\_ Hans Jonas répond: l'humain c'est l'ambivalence (le richesse et la faiblesse, le désir et le renoncement, etc.).

La quantité est devenue le but de l'amélioration ; on oublie le mieux.

Qu'est ce qui explique (psychologiquement) que l'homme ait envie de dépasser les limites « naturelles » ?

\_\_\_ Elysée Reclus : c'est la volonté révolutionnaire qui permet le progrès, mais il n'y a pas de progrès sans régrès. C'est une question centrale chez les décroissants.

\_\_\_ L'envie de dépasser sans cesse les limites est peut-être en lien avec la découverte de l'expansion de l'univers.

\_\_\_ Depuis très longtemps l'homme améliore la nature (horticulture, races de chiens) : on manipule le vivant depuis très longtemps (depuis les débuts de l'agriculture, en vrai).

Les limites :

- celle de la planète

- celle de l'exploitation des ressources pour la technologie

=> l'effondrement est évident

Médecine des pauvres et médecine des riches ?

\_\_\_ oui, sans doute, inéluctablement.

Place de l'émotion et des sentiments.

\_\_\_ une vision abstraite ne résiste pas au risque de survie.

Questions posées, sans réponses pendant la séance :

- Pourquoi ce sont les GAFAM qui sont conscients de l'urgence climatique?
- Le désir donne-t-il un droit (PMA par exemple) ? Lien avec Malthus.
- Le corps des femmes est instrumentalisé comme vecteur de procréation
- Est-on capable d'accepter nos limites ? Comment faire pour accepter nos limites ?
- Quel lien entre les montées parallèles du transhumanisme et du développement personnel ?
- N'y a-t-il pas la volonté des multinationales de pousser les recherches transhumanistes pour tracer et réguler l'ensemble de l'humanité ? (outil de contrôle Orwellien)
- L'Unesco a publié une brochure sur les 20 ans de la bio éthique-> demande d'explications.

16h30-17h30

**Ateliers et rencontres “*Journée de la transition : Fête des possibles*”**

Rencontres avec les acteurs de la transition locale (alimentation, énergie,

habitat...)

17h30-18h30

**Du local au global : Utopia Monde pour un espace politique mondial**

- **Rencontre avec Utopia Roumanie et Utopia Madagascar**
- **Rencontre nouveaux partenariats**
- **Bilan Utopia Monde**

18h30-20h00 **Débat & Votes sur les amendements du Livre collectif “Idées reçues sur la démocratie” – “Propositions”**

20h00-21h00 *Dîner*

21h00-22h30 **Projection-débat : « *Le maître est l'enfant* » de Alexandre Mourot**

# Dimanche 1<sup>er</sup> octobre

*Conseil National Utopia : Temps interne ouvert*

09h00-11h30

**Ateliers**

**Groupes de travail par pôles**

- **Atelier 1 : Vie militante : Stratégie militante**

## **Présentation du Guide en plénière**

En amont de l'atelier, la version 1 du Guide de la Vie Militante a été présenté en plénière. L'assemblée présente en faveur de la reconnaissance de ce texte comme un outil de travail à diffuser à l'ensemble des membres. Ce guide vise à présenter dans le détail tout le fonctionnement interne du mouvement, et est un document vivant qui va évoluer au fur et à mesure des propositions d'améliorations de la vie militante.

Lors du prochain Conseil National du printemps 2018, une nouvelle Commission d'Éthique sera constituée et il lui sera proposé de prendre à sa charge l'édition et la mise à jour du guide, dont elle assurera que les pratiques du mouvement lui correspondent.

## **Idées glanées**

Durant les différents tours de table de l'atelier et dans la boîte à idées mise à disposition durant toute l'UE, les idées suivantes d'amélioration de notre fonctionnement interne ont été proposées:

**domaine d'action** : pour lever le frein de la légitimité à l'envie d'agir des membres, clarifier le domaines d'action autonome d'un membre du domaine nécessitant une validation, et clarifier comment obtenir ces validations pour un membre.

**redistribution de responsabilités locales** : pour élargir les bases militantes locales, à la fin de tout événement public organiser une expérience de réunion de gouvernance sous forme de cercle sociocratique qui a l'ordre du jour la redistribution plus large des responsabilités portées par les porteurs de l'événement. On pourrait proposer cet exercice sous forme d'une fiche d'animation à tester dans le cadre du tout prochain festival de cinéma sur la démocratie.

**crèche** : pour accroître la participation des jeunes avec jeunes enfants, avoir un service de crèche et d'animation pour les enfants dans les Universités d'Été, mais aussi dans les événements locaux.

**formation** : pour le frein du manque de compétence à l'envie d'agir des membres, développer une offre de formation aux compétences fondamentales pour mener des événements locaux, notamment en partenariat avec d'autres organismes comme le MAN (Mouvement pour l'Action Non-violente).

**expérience plus sensible** : inspirer davantage notre fonctionnement interne du vécu humain des membres, et pas seulement leurs pensées abstraites (féminiser notre perspective). Exemple: intégrer un "tour de météo" au début de nos réunions, durant lequel chaque participant est amené à s'exprimer sur comment il se sent ici et maintenant.

Ces idées développent pour certaines des idées suivantes déjà exprimées par le passé:

idée 1 "domaine d'action" <= "Revoir la structure bureau / responsables locaux / groupes locaux. Pour plus d'agilité, pour répondre davantage aux envies, avec un minimum de validation, ... il faudrait des relais (membres du bureau national qui viennent pour participer, pour donner des échos de la vie nationale)."

idée 2 "redistribution responsabilités locales" <= "Dire toujours que toutes les réunions en groupes locaux sont ouvertes à tous, adhérents ou non. Faire systématiquement un appel à adhésion dans les réunions de groupes locaux".

Par ailleurs, le besoin d'une "carte géographique en ligne et maintenue à jour avec la position par commune de tout-e-s les sympathisant-e-s et adhérent-e-s" a été rappelé par des membres de l'atelier.

### **Action pour la suite**

Olivier: envoyer ce compte-rendu à tout le groupe de travail "Vie militante", et invitation.

Amélie, référente pour le développement de l'idée "domaine d'action": organiser une première réunion téléphonique avec Jacky et Olivier.

Olivier, référent pour l'idée "redistribution responsabilités locales" : avoir une réunion téléphonique avec Alex pour développer l'idée.

Sophie, référente pour l'idée "formation": veut bien réfléchir à développer cette idée à partir de janvier.

Sophie est disponible pour organiser un atelier pour les enfants lors de la prochaine UE.

### **Contact des membres présents à l'atelier**

Amélie Saou

Sophie Norton

Alex

Jacky Emile

Serge ODOBET

Huguette EMILE

Olivier Sarrat

### **• Atelier 2 : Éducation populaire Utopia**

#### **• Édition :**

Mettre en ligne les extraits des livres. Ce qui existe, ce sont des résumés d'idées reçues en qq lignes (initiative de Prune).

=> Faire un groupe ad hoc : rédaction et validation pour reprendre et mes mettre les fiches sur le site éditions

=> Mettre des résumés et ou fiches de lectures d'utopien.

=> Voir avec Chantal la possibilité de feuilleter un livre en ligne ( qq pages).

#### **• Faire des animations dans les écoles**

- Des interventions dans les écoles avec d'autres assocés : exemple ce qu'a fait Patricia Kasperet avec Nicolas Sersiron.

- Faire des ateliers dans les écoles / projections
- **Faire des interventions dans les prisons.**
- Intervention avec des organismes de formation. Voir avec Claire et Christian. Paul Cozigon et Jean François Kaglino.
- Bien préparer en amont ce type d'intervention
- **Théâtre**
- Théâtre / forum
- Conférences gesticulées
- Débat après des pièces de théâtre.
- **Intervention dans les centres de soutien (Centre communaux d'actions sociales)**  
Être une association qui fait des ateliers / animation/ théâtre forum
- **Diffuser les guides qui expliquent aux militant-e-s les process d'organisation de conférences et de projections débats.**
- De façon générale, travailler avec les assocés locales et connaître leur calendrier. Chaque région doit identifier les lieux et personnes ressources pour organiser localement des événements.
- Redescendre les actions de convergences sur les régions / en parler pour la réunion de novembre pour renforcer les coordinations locales
- Contacter l'association Agir ABCD pour former les jeunes services civiques.
- Partir de propositions de Davy : approcher la langue non sexiste par des ateliers d'écriture : Sylvain Guillet St Etienne
- Travailler sur les lieux : bibliothèque, librairies, assocés, MJC, centres culturels, les squats ( avec médecins du monde). Les universités (avec des assocés d'étudiants). Des cafés philos.
- Langue des signes : intégrer des traductions en langue des signes dans nos événements externes. Par ailleurs, prévoir un atelier à l'UE ?

- **Atelier 3 : Stratégies et convergences / Municipalisme**

**Le municipalisme devient depuis un an une thématique importante de travail du Mouvement Utopia et celle-ci va se développer dans les mois à venir. Nous avons organisé avec Commonsopolis un certain nombre d'activités qui ont permis de créer du lien dans les réseaux avec lesquels nous travaillons sur ces sujets et de rencontrer de nouveaux acteurs. Ce travail sera constitué de 3 axes qui sont présentés dans une « concept note » mise dans le dossier de l'UE.**

**Quelles actions concrètes avons-nous à proposer, le Mouvement Utopia, à d'autres mouvements et organisations qui travaillent sur le sujet ?**

**Quelles idées avons-nous de types d'action à développer ?**

- Les actions sont importantes mais nous devons aussi nous accorder sur un ensemble de principes et valeurs communes et sur des méthodes.

=> Cependant nous ne pouvons refaire à chaque fois un nouveau travail sur les méthodes et valeurs. Le timing est de plus en plus court pour les municipales en 2020. Nous pouvons nous appuyer sur ce qui existe déjà (regarder le travail de La Belle Démocratie, de l'archipel Osons les Jours Heureux...)

- Nous avons besoin d'un retro planning et d'une vision commune des projets des uns et des autres. Pour être en ordre de marche ensemble d'ici fin 2018.

=> La Belle Démocratie travaille sur l'idée d'un Hackaton pour une plateforme commune. Nous devons éviter de se présenter comme « représentant-e-s » de la société civile. Le processus doit être un maximum ouvert pour qu'il dépasse aussi notre cercle.

- Question de la rapport aux mouvements politiques pré existants ne doit pas être évacuée, elle doit être prise à bras le corps (notamment par rapport à la FI). Il nous fait le retour des expériences des plateformes et situations locales où des accords ont permis aussi de gagner (rapports et enjeux de pouvoirs très importants). => Si une charte éthique est posée au sein de la plateforme il n'y a plus de raison de faire la différence entre partis & mvts politiques à ce niveau-là.

- Une plateforme d'actions communes pourrait intégrer la Fête des Possibles comme événement à reprendre dans un agenda institutionnel.

- Sentiment que nous sommes bloqués entre 2 choses = entre la peur de la récupération et en même temps la nécessité d'une dynamique collective pour entraîner un mouvement qui nous dépasse. Un fil rouge possible est l'extension des communs. Il faut aussi se poser la question de la distinction dans méthodes et approches entre grandes et petites villes.

- Une campagne municipale se joue à 2 niveaux => Les convictions ou idées / mais aussi la liste & pour qui nous votons. Question de comment créer et présenter un programme si c'est aux citoyen-ne-s de décider ? => Des outils ont été expérimentés pour cela comme à Barcelona en Comu.

- Nous avons besoin d'une stratégie de communication commune pour faire connaître ces idées / méthodes / outils notamment via les associations locales. Ainsi que d'outils et méthodes pour une gestion de ressources communes (type la Caisse Claire).

- La partie « formation » est très importante aussi. Idée d'un MOOC « Municipalisme pour les nuls » => en s'appuyant sur l'expérience des Colibris, des Villes en Transition, Avenir Climatique..

- **Atelier 4 Utopia Monde**

Lors de la plénière, les activités 2016-17 de chaque Utopia ont été présentées, illustrées par des diaporamas et deux vidéos (Cyril RDC et Dieng Mauritanie). Seul Bogdan pour la Roumanie était présent. Mais je vous conseille de prendre connaissance de la richesse des activités de chaque Utopia.

La séance s'est conclue par les signatures des conventions de partenariat avec la Roumanie, en la présence de Bogdan, et le Madagascar. Nous leur souhaitons la bienvenue.

L'atelier n'a réuni que 5 participants, le temps qui y a été consacré a été réduit.

Aussi nous n'avons pas réussi à avancer sur la rédaction du mini-manifeste Utopia monde, comme nous l'avions envisagé.

Voici quelques idées sur lesquelles nous sommes tombés d'accord :

- Afin de construire un espace politique mondial, nous devons mettre en place une **stratégie de développement d'Utopia Monde**, le manifeste servant de support à la diffusion des idées,
- Plutôt qu'un programme, il serait important de proposer une démarche, par exemple en
  - Mutualisant les solutions de chacun, en **échangeant les bonnes pratiques** sur des constructions durables,
  - Identifiant des **appels à projets internationaux** auquel les certains Utopias pourraient répondre en partenariat,
  - Identifiant ce que Utopia Monde va apporter à **chaque association**,
- Ci-dessous l'état de rédaction du mini-manifeste, nous demandons à chaque responsable de pays de bien vouloir choisir **dès à présent et signaler le ou les sous-chapitres qu'il souhaite rédiger** et proposer aux autres membres d'Utopia Monde pour le débat et éventuels amendements.
- Les [sous-chapitres 1.1, 1.3, 2.1, 3.4](#) ont été choisis par [Bogdan \(Roumanie\)](#).
- Après avoir rédigé un sous-chapitre, on l'envoie à tous les autres membres d'Utopia Monde (e-mail) et attend leurs remarques et/ou amendements (qui doivent se référer aux paragraphes précis, numérotés).
- Bogdan enverra un premier sous-chapitre pour lancer le processus de rédaction participative.

## **Texte de l'ébauche du MANIFESTE UTOPIA MONDE**

### **Plan**

Introduction **(2 pages)**

1. Nos objectifs **(4 pages)**

1.1. [Des sociétés du Buen Vivir](#)

1.2. S'unir pour affronter le capitalisme

1.3. [Co-construire l'alterdéveloppement](#)

2. Nos principes: **(8 pages)**

2.1. [L'environnement comme bien commun de l'humanité](#)

2.2. L'accès universel aux biens et droits fondamentaux

2.3. La souveraineté alimentaire

2.4. La liberté de circulation et d'installation

2.5. Les nouveaux espaces de démocratie

3. Déconstruire les aliénations capitalistes **(4 pages)**

3.1. Le dogme de la croissance

3.2. La croyance en la consommation

3.3. La centralité de la «valeur» travail

3.4. [Les usages idéologiques des mots «développement», «progrès», «l'innovation»](#)

4. Adhérez à Utopia! **(2 pages)**

4.1. Pourquoi?

4.2. Comment?

Contacts

- 11h30-12h00      **Compte-rendu des Ateliers**  
**Vote sur le « *Guide de la vie militante* »**
- 12h00-12h30      Plénière de clôture et conclusion  
**« *Vers une société du Buen Vivir* »**
- 12h30-14h00      *Repas et détente*

**FIN DE L'UNIVERSITE D'ETE**